

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi
Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

LA PRÉSENCE DES FIRMES CHINOISES ET INDIENNES
EN EUROPE
LES EFFETS DE LA CRISE

Françoise Hay, Christian Milelli et Yunnan Shi

Juillet 2010

L'étude a été réalisée par trois Enseignants-Chercheurs :

Françoise HAY, Chercheuse associée au *Centre de Recherche en Economie et en Management* (CNRS – Université de Rennes 1),

Yunnan SHI, Maître de Conférences à l'Université de Rennes 1 et Chercheur au *Centre de Recherche en Economie et en Management*,

et Christian MILELLI, Chercheur CNRS à *EconomiX* (CNRS – Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense) qui a assuré la direction scientifique.

Remerciements

Cette étude a pu être menée à son terme grâce au soutien de nombreuses personnes qui, à titres divers, nous ont fait bénéficier de leurs temps et de leurs connaissances.

Nous remercions plus particulièrement le Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi et la Direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services/ DGCIS de leur confiance ainsi que les personnes qui nous ont permis de réaliser cette étude dont Grégoire Postel-Vinay, Responsable de la mission Stratégie, Joëlle Le Goff, Chargée de mission à la mission Stratégie, Elisabeth Nullans du Bureau de la coordination des politiques européennes ainsi que les différents services sectoriels.

Résumé

La présente étude s'inscrit dans le prolongement de l'étude pionnière réalisée en 2007 par les mêmes auteurs sur l'arrivée des firmes chinoises et indiennes en Europe. Dans ce cadre, une base de données *ad hoc* sur les filiales européennes de ces nouveaux investisseurs avait été constituée pour en cerner les caractéristiques, les comportements et les stratégies ainsi que les premiers effets de leur arrivée sur les économies européennes.

Si la crise financière et économique globale a mis à rude épreuve les économies européennes, elle constitue, a priori, une opportunité pour les firmes chinoises et indiennes pour accroître leur présence en Europe dans le cadre de la vive progression observée depuis le début de la décennie de leurs investissements à l'étranger. Certes l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique du Sud sont perçues, plus que jamais, par les entreprises chinoises et indiennes comme de nouveaux axes de leur développement international, mais l'Europe dispose encore d'avantages indéniables.

La présente étude vise à appréhender l'effet de la crise sur le comportement des entreprises chinoises et indiennes en Europe. Elle s'appuie sur deux types de données originales.

Le premier type est constitué de la base de données conçue par les auteurs en 2007 sur les modalités d'entrée en Europe, la localisation, les secteurs et fonctions assurées par les firmes chinoises et indiennes. La base a été régulièrement actualisée depuis.

Le deuxième type est constitué d'enquêtes menées par les auteurs auprès de représentants de diverses institutions et de filiales européennes de ces firmes. Ces enquêtes se sont déroulées en priorité sur le territoire français mais d'autres pays européens, comme l'Allemagne et la République tchèque, ont été ciblés.

L'étude se décompose en deux parties.

La première partie introduit le cadre des investissements directs chinois et indiens réalisés à l'étranger pour la période 2008-2009. L'accent a été mis sur la dynamique des fusions-acquisitions menées par ces entreprises au plan mondial afin de mieux positionner leurs opérations réalisées en Europe.

La deuxième partie procède de l'exploitation systématique de la base de données relative à l'Europe. Elle a été enrichie par des interviews menées par les auteurs dans la première moitié de l'année 2010.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS D'ORIGINE CHINOISE ET INDIENNE DANS LE MONDE POUR LA PÉRIODE 2008-2009

L'appréciation des nouvelles tendances au niveau global présentées ici a été opérée sur la base du dépouillement et de l'interprétation des opérations de fusion-acquisition menées par les firmes chinoises et indiennes dans le monde durant les années 2008-2009 à partir de la base Thomson Reuters.

Les fusions-acquisitions réalisées par les firmes chinoises dans le monde

La multiplication de ce type d'opérations par les firmes chinoises depuis le début des années 2000 en fait désormais des acteurs incontournables sur la scène internationale. Elles symbolisent la montée en puissance de l'économie chinoise et de ses entreprises.

Les acquisitions chinoises à l'étranger ont démarré au milieu des années 1980, sensiblement à la même période que celles effectuées par les firmes étrangères en Chine dans le cadre de l'ouverture du pays. L'adhésion de la Chine à l'OMC (fin 2001) a constitué un indéniable accélérateur du mouvement naissant et l'acquisition du département ordinateur personnel du géant US IBM par Lenovo en 2004 a marqué un tournant en révélant les ambitions chinoises et les aptitudes de ses firmes à acquérir des entreprises emblématiques des pays industrialisés.

Répartition géographique des fusions-acquisitions chinoises

Dix pays représentent plus de 70% de l'ensemble des fusions-acquisitions chinoises effectuées à l'étranger pour la période 2008-2009. L'Australie et les Etats-Unis arrivent largement en tête.

Les firmes du continent et celles de Hongkong privilégient les mêmes pays avec toutefois un ordre de préférence qui diffère quelque peu : si l'Australie arrive largement en tête dans les deux cas de figure, elle est suivie des Etats-Unis et du Canada dans le cas des firmes du continent et de Singapour et des Iles Vierges pour les firmes hongkongaises.

Distribution sectorielle des fusions-acquisitions chinoises

Les fusions-acquisitions transfrontalières d'origine chinoise couvrent un large spectre d'activités.

Les activités liées à l'exploitation des ressources naturelles, les sources d'énergie et l'agriculture couvrent 40% des acquisitions chinoises à l'étranger et les firmes chinoises sont devenues ces dernières années les premiers investisseurs dans ces secteurs au plan mondial.

Les fusions-acquisitions effectuées dans le secteur de l'énergie concernent de manière croissante les énergies renouvelables, ce qui souligne le nouvel intérêt de la Chine pour ce secteur et participe à la recherche de savoir-faire dans le but de satisfaire un marché intérieur en forte croissance.

La finance et l'immobilier constituent le second secteur des fusions-acquisitions chinoises à l'étranger.

Niveaux d'engagement

Les firmes chinoises qui ont procédé à des opérations de fusions-acquisitions à l'étranger sur la période 2008-2009 n'ont réalisé pour la plupart qu'une seule opération à l'exception de quelques cas. Ainsi, JNMC Jinchuan (cobalt, nickel, platine, etc. Australie, Canada et Kenya) se distingue avec six opérations et CDC Software avec sept opérations. Ce dernier a racheté plusieurs éditeurs de logiciels et sociétés de services informatiques avec l'objectif affiché de renforcer son offre.

Les fusions-acquisitions réalisées par les firmes indiennes dans le monde

A l'instar des entreprises chinoises la multiplication des opérations de fusions-acquisitions par les firmes indiennes à l'étranger a pris de l'ampleur depuis le début des années 2000. Il n'en demeure pas moins que les firmes indiennes ont commencé de manière plus précoce que les firmes chinoises du continent. Durant les années 2000, un certain nombre d'entreprises indiennes ont acquis des entreprises de renom ou même des symboles des pays industrialisés qui ont flatté le sentiment nationaliste indien.

Répartition géographique des fusions-acquisitions indiennes

L'Europe (non compris la Fédération de Russie) arrive en tête des opérations, suivie de l'Amérique du Nord et de l'Asie. Si la primauté des pays développés (Europe en tête) ne surprend pas, les faibles parts de l'Afrique et de l'Amérique du Sud peuvent étonner. Ce constat ne permet pas d'en inférer que les investisseurs indiens manifesteraient un désintérêt pour ces zones géographiques. En effet, la part relativement significative de l'Océanie (en fait l'Australie), qui est essentiellement motivée par l'accès aux ressources naturelles, nous conduit par extension à rappeler que les firmes indiennes ont mené en Afrique et, à un

moindre degré, en Amérique du Sud, des opérations de type *greenfield* dans le secteur des ressources naturelles et échappent en conséquence au champ retenu ici.

Distribution sectorielle des fusions-acquisitions indiennes

L'examen de la distribution sectorielle des fusions-acquisitions initiées par des firmes indiennes en dehors de leur pays d'origine pour la période récente reflète à la fois l'avantage compétitif et/ ou la primauté des stratégies de croissance externe de certains secteurs et les nouveaux besoins de l'économie indienne.

Le secteur des services rendus aux entreprises occupe la première place suivie de celui des ressources naturelles dont une part significative concerne l'activité minière. La pharmacie vient ensuite, suivi du travail des métaux et des produits métalliques ; puis la construction automobile, le développement logiciel et la chimie sont à parité. Cette hiérarchie est dans l'ensemble conforme aux avantages compétitifs reconnus des firmes indiennes.

Niveaux d'engagement

Près de 250 firmes indiennes ont mené des opérations de fusions-acquisitions à l'étranger pour la période 2008-2009. Même si la plupart des investisseurs ont réalisés une seule opération, quelques groupes ont mené un certain nombre d'opérations sur différentes zones géographiques, comme le groupe Reliance qui totalise 15 acquisitions, le groupe Tata 10 opérations, les groupes Essar et Lupin qui sont à égalité avec 7 opérations. Les secteurs d'activité concernés sont variés.

LES INVESTISSEMENTS DES FIRMES CHINOISES ET INDIENNES EN EUROPE DANS ET A LA SORTIE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Cette partie s'appuie sur les opérations d'investissement des firmes chinoises et indiennes repérés dans notre base de données, soit 503 groupes chinois (304 originaires de Chine continentale et 199 de Hongkong) et 420 groupes indiens.

Si l'approche mise en œuvre ici permet de mieux cerner le comportement des acteurs économiques, à l'inverse des données portant sur les flux ou les stocks d'IDE en provenance des balances de paiement, elle ne résout pas pour autant tous les problèmes, notamment l'identification des acteurs en question compte tenu de la mondialisation économique. Par exemple, la base ne saisit pas, a priori, des acquisitions initiées par des firmes chinoises et indiennes de firmes nord-américaines disposant de filiales européennes¹.

¹ Par exemple, l'acquisition, fin 2008, du premier groupe mondial d'aluminium laminé, le nord-américain Novelis par l'indien Hindalco (groupe Birla) a permis à ce dernier de prendre le contrôle d'une usine française de 400 salariés localisés à Rugles (Eure). Cette opération est passée relativement inaperçue en France

Une situation contrastée entre les deux catégories d'investisseurs

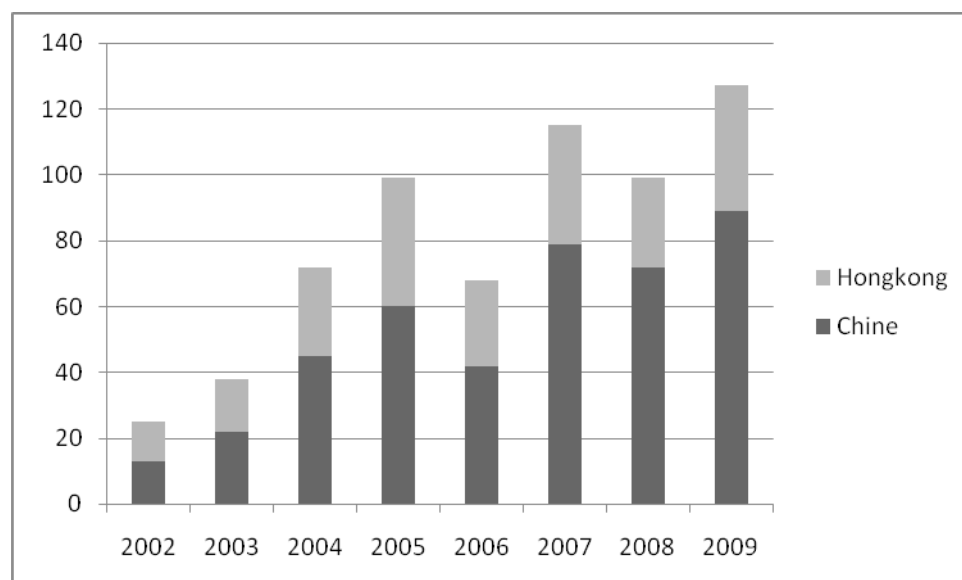
Le début du nouveau millénaire a vu l'essor d'investissements chinois et indiens en Europe. Ils constituent une nouvelle vague d'investissements en provenance d'Asie, suite à la vague japonaise des années 1980 et d'une vague sud-coréenne de moindre importance lors de la décennie suivante.

Des investissements chinois qui se sont intensifiés en Europe malgré la crise

Au cours des deux dernières années, les investissements effectués par les firmes chinoises en Europe ont poursuivi leur essor après un recul opéré en 2006. La progression des investissements originaires de Chine continentale depuis 2002 est clairement visible tant en valeur absolue que relative par rapport à ceux de Hongkong.

Si le nombre d'investissements chinois en Europe a continué d'augmenter en 2008 et 2009, cette progression est toutefois moindre que dans le reste du monde, notamment dans les zones géographiques et pays recelant de matières premières minérales, énergétiques ou agricoles.

Figure 1. Evolution des investissements chinois et hongkongais en Europe, 2002-2009 (axe vertical = nombre d'opérations)



Source : base de données des auteurs

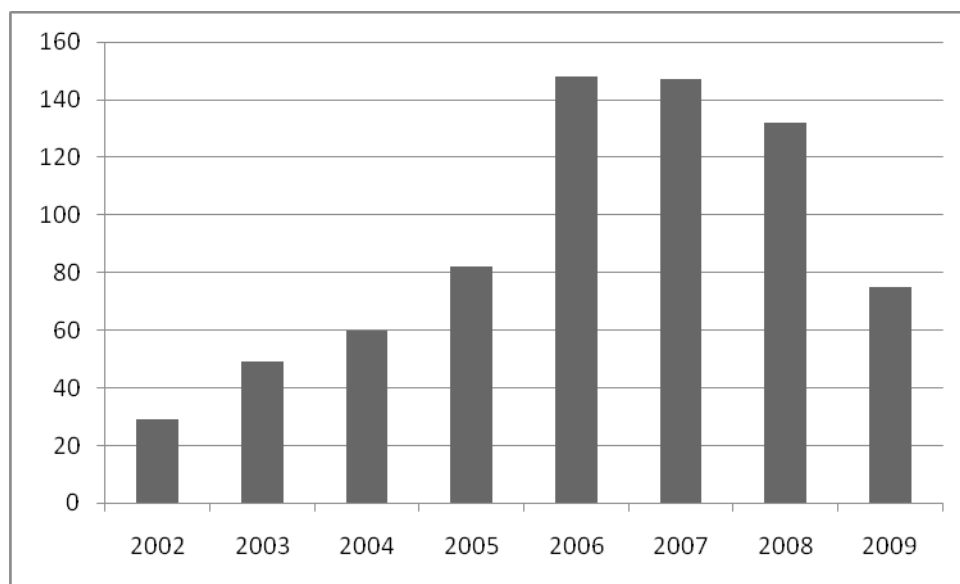
Mais les firmes chinoises prennent leurs décisions avec plus de recul

De manière générale, les projets d'investissements chinois initiés pendant la crise économique sont plus réfléchis, mieux préparés et plus ciblés sur les plans géographique et sectoriel. Ces nouveaux investisseurs se font, en outre, très discrets afin de ne pas nourrir des réflexes protectionnistes ou même des sentiments xénophobes dans une Europe qui s'enfonce dans la crise.

Des investissements indiens qui se contractent

Après avoir culminé en 2006-2007 le nombre d'opérations d'investissement indien recule nettement pendant la crise. Si l'année 2008 offre une certaine résistance, l'année suivante voit un recul du nombre d'opérations : il revient même en dessous de celui atteint en 2005 et se situe à la moitié du pic atteint l'année suivante.

Figure 2. Evolution des investissements indiens en Europe, 2002-2009 (axe vertical = nombre d'opérations)



Source : base de données des auteurs

Cette tendance contrastée entre les investissements indiens et chinois en Europe est sans doute liée au fait que les premiers s'effectuent le plus souvent dans des activités de services comme les services informatiques, plus touchés par la crise, tandis que les seconds privilégient les secteurs industriels (alimentaire, équipements), a priori, moins affectés.

L'Europe maintient son attractivité

Pour beaucoup d'investisseurs chinois ou indiens, l'Europe continue de présenter un certain nombre d'avantages. C'est une zone géographique qui est largement intégrée sur le plan des institutions (Union européenne), de l'économie (marché unique), de la monnaie (zone Euro) ou encore de la mobilité des personnes (espace Schengen). En outre, l'Europe dispose d'une population de plus de 450 millions de consommateurs à haut niveau de revenus, d'une main-d'œuvre qualifiée, des technologies et des compétences de premier plan, le tout dans un espace qui connaît une stabilité politique remarquable.

Les principales caractéristiques des nouveaux investissements chinois et indiens réalisés pendant la crise en Europe

Des montants plus faibles

Les investissements réalisés dans les années 2008-2009 ont mobilisé des montants plus faibles que ceux observés avant la crise en raison d'une mobilisation sous contrainte des ressources financières. Cela s'est traduit par des créations de filiales de taille plus modeste, des acquisitions d'entreprises dont les montants ont été dévalorisés par la crise ou encore par une volonté d'éviter des acquisitions d'entreprises de taille importante ou emblématiques susceptibles de réveiller des sentiments protectionnistes.

La poussée des prises de participation et des fusions-acquisitions

L'écart perdure entre un profil chinois (firmes du continent) où dominent les créations et un profil hongkongais et indien où les prises de participation et les fusions-acquisition demeurent majoritaires. Compte tenu de la contraction de l'investissement indien ces dernières années cela voudrait dire que les créations auraient été encore plus affectées en Europe que les prises de participation et les fusions-acquisition qui ont néanmoins vu leur montant moyen unitaire se réduire.

Il n'en demeure pas moins que les acquisitions d'origine chinoise ont progressé pendant la période, ce qui traduit la capacité à mobiliser d'importantes ressources financières alliée à un solide engagement politique.

Royaume-Uni, France et Allemagne demeurent en tête des destinations avec un renforcement du premier

La prime à la taille du marché se maintient et se renforce même dans la crise : le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne focalisent à eux trois 60% des investissements chinois réalisés depuis 2008 et 70% des investissements indiens pour la même période. L'autre fait saillant réside dans l'attractivité accrue du Royaume-Uni pour les deux catégories d'investisseur. Cet attrait est particulièrement net pour les investissements indiens avec 43% du total pour 2008-2009.

Une distribution sectorielle contrastée

Si la crise économique a eu très peu d'effets sur la distribution sectorielle de l'investissement indien en Europe elle a par contre affecté celle des nouveaux investissements chinois via l'émergence de secteurs d'activité inédite et quelques inflexions dans la hiérarchie de la distribution sectorielle.

Le nombre de secteurs d'activité couverts par les investisseurs chinois s'est incontestablement accru dans la crise. Les équipements – avec une part égale pour l'équipement électrique-électronique, la mécanique et les équipements automobiles – occupent toujours une place centrale dans les flux d'investissements originaires de Chine continentale. Ce secteur est tiré par la construction automobile, dont un tiers des investissements est effectué au Royaume-Uni, par les équipements électriques-électroniques (principalement en France, Italie et Espagne) et par la mécanique (Allemagne, France et Italie).

L'investissement hongkongais se polarise pour sa part sur le textile-habillement, le transport et la logistique, et à un moindre degré dans l'hôtellerie et l'immobilier. Ces positionnements reflètent les avantages comparatifs traditionnels de Hongkong – même si la production dans le textile-habillement est désormais réalisée en Chine continentale – et dans les services spécialisés liés aux activités de transport et d'entreposage comme l'atteste l'activité du conglomérat Hutchinson Whampoa.

Le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication reste dominant en Europe pour les investissements indiens en 2008-2009, malgré un recul sensible, notamment des services télécoms. La première destination est le Royaume-Uni qui renforce son attractivité. Elle devance nettement l'Allemagne, la France et les pays d'Europe centrale qui voient tous les trois leur attrait s'effriter depuis 2002. Ce secteur d'activité est suivi à bonne distance par la chimie et la pharmacie, qui cède aussi du terrain mais à un moindre degré que celui du premier secteur (NTIC). Les principaux pays de destination sont le Royaume-Uni, qui recule par rapport à la période précédente, et l'Allemagne qui connaît par contre un mouvement inverse ; l'Italie gagne de nombreuses places et devance les pays d'Europe centrale et la France.

La crise économique globale comme source d'opportunités pour les investisseurs chinois et indiens

Dans le prolongement du constat opéré précédemment nous nous sommes arrêtés sur la dynamique des investissements des firmes chinoises et indiennes dans certains secteurs existants ou dans de nouveaux secteurs d'activité.

La poussée des investissements dans la filière automobile européenne

Elle concerne à la fois les investisseurs chinois et indiens.

La création de nombreuses succursales bancaires et autres établissements par des sociétés financières chinoises et indiennes

A l'instar de la filière automobile, cet aspect concerne à la fois des investisseurs chinois et indiens dont les motivations et les stratégies sont assez proches : accompagner l'implantation de firmes nationales clientes, développer des activités de dépôt ou se familiariser avec les pratiques de management des banques et de sociétés financières à l'étranger mais dans un cadre différent de celui qui prévaut aux Etats-Unis.

L'émergence du secteur du développement logiciel par des firmes chinoises

Jusqu'à ces deux dernières années, il était courant d'entendre que les Indiens étaient plutôt spécialisés dans le software tandis que le hardware était dévolu aux Chinois. Cette distinction reste toujours vraie mais elle est en train d'évoluer. En effet, il semble que la crise ait incité les firmes chinoises à accroître leur rattrapage sur les firmes indiennes déjà bien présentes en Europe. Pékin, Nanjing-Jiangsu et Dalian notamment – ce dernier dispose d'un parc technologique dans le développement logiciel qui a commencé son apprentissage comme sous-traitant de grandes sociétés japonaises – affichent de grandes ambitions et souhaitent faire aussi bien que Bangalore d'ici cinq à sept ans.

La montée en gamme du textile-habillement chinois

La crise économique a eu de nombreux effets sur le secteur du textile-habillement chinois qui a connu une progression continue depuis les années 1980-1990 pour devenir incontournable au niveau mondial. Cet essor s'est effectué en grande partie, grâce à des partenariats étrangers et des opérations de sous-traitance effectuées pour les grands groupes occidentaux et japonais du secteur à la recherche de coûts de production minima.

La crise n'a pas brisé l'élan des investissements chinois dans le secteur textile-habillement constaté en Europe depuis le début du millénaire, tout au plus a-t-elle fait évoluer les comportements et stratégies dans le sens d'une professionnalisation accrue.

La percée des investissements chinois dans le domaine des énergies renouvelables

Le secteur des énergies renouvelables se développe rapidement en Chine depuis cinq ans. Les autorités chinoises sont conscientes de la gravité du phénomène de changement climatique et du risque qu'il fait peser sur le développement de l'économie et de la société chinoise avec l'augmentation continue de la demande énergétique nationale. Ceci a conduit les autorités chinoises à promouvoir l'exploitation de sources d'énergie plus propres et moins polluantes, et à réduire la dépendance de l'étranger pour ses approvisionnements. Cette orientation a depuis 2009 eu des répercussions en Europe.

Un nouveau regard sur les implantations dans les pays d'Europe centrale

L'élargissement de l'Union européenne en 2004 et en 2007 (intégration de la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie) a incontestablement stimulé l'activité économique de cette zone, qui était jusque-là à la périphérie de l'Union. Les investisseurs chinois et indiens y ont vu une nouvelle opportunité pour élargir leurs parts de marchés locaux et aussi un tremplin pour desservir les marchés voisins d'Europe occidentale tout en bénéficiant de coûts de main-d'œuvre plus faibles, de contraintes sociales moins strictes et d'aides spécifiques de la part de l'Union. L'état des relations politiques et diplomatiques ont pesé sur les choix de localisation, notamment pour les investissements chinois.

Les premiers résultats tirés de la base de données font apparaître de manière générale un impact plus net de la crise sur les nouveaux investissements chinois et indiens dans cette zone géographique.

La résilience des investissements chinois et indiens effectués en Europe avant la crise

Il n'est pas aisé d'effectuer le suivi des acquisitions effectuées par les firmes chinoises et indiennes en Europe depuis leur essor 2000 afin d'analyser l'impact de la crise. En effet, si les créations d'activité sont en général bien couvertes par les médias économiques, il n'en va pas de même des fermetures et des réductions d'activité, à moins que celles-ci ne génèrent des plans sociaux substantiels. Ces remarques faites, un certain nombre d'observations et de remarques peuvent néanmoins être avancées.

La bonne résistance à la crise de certains secteurs

De manière générale, les rachats d'entreprises européennes axés sur la recherche de techniques de pointe et de marques ont dans l'ensemble bien résisté dès lors que les équipes de direction, de management et d'ingénierie ont été conservées et que des efforts ont été fournis de part et d'autre pour surmonter les *gaps* culturels. Il suffit de rappeler les difficultés rencontrées par les entreprises européennes lors de leurs premiers investissements en Chine.

Il est à noter que les liens de certains investisseurs avec l'état chinois, que certains observateurs occidentaux redoutaient pour des raisons stratégiques se sont avérés dans certains cas comme une assurance-garantie pour la pérennité des entreprises européennes acquises, évitant au passage des plans de licenciements dans des secteurs ou des régions déjà éprouvées.

Le redressement après de premières difficultés

Cf. le cas du rachat des Conserve de Provence - Le Cabanon par Xinjiang Chalkis

Des résultats mitigés pour d'autres secteurs

Cf. Les investissements chinois dans le secteur des machines et des équipements ou le repli de la filière de services informatique indienne en Europe

BILAN

Un premier bilan de l'effet de la crise financière et économique globale sur la présence des investissements chinois et indiens en Europe peut être tiré avec la mise en évidence des points suivants :

- Les investissements d'origine chinoise et indienne font désormais partie du paysage de l'investissement mondial : ils participent au basculement de la richesse et du pouvoir économique vers les « pays du Sud », Chine et Inde en tête ;
- L'Europe maintient son attractivité en dépit de l'intérêt de ces derniers pour les pays disposant d'abondantes ressources naturelles ;

- Les trois plus grands pays européens par la taille de leur marché (Royaume-Uni, Allemagne et France) restent les principales destinations des investissements chinois et indiens en Europe même si le Royaume-Uni accroît son attractivité ;
- Les investissements chinois et indiens font preuve de plus de recul et les niveaux d'engagement sont en moyenne plus faibles qu'avant la crise ;
- Une poussée des fusions-acquisitions peut être observée malgré la crise, à la fois pour des raisons d'opportunité et pour des raisons structurelles (mondialisation) ;
- La crise a beaucoup plus affecté les investisseurs indiens que les investisseurs chinois en Europe. Deux explications peuvent être avancées : le soutien des pouvoirs publics et des investissements plus diversifiés dans le cas chinois. A l'inverse, les investissements indiens réalisés en Europe demeurent positionnés sur des secteurs (services informatiques, construction automobile et médicaments génériques) plus affectés par le recul de la demande locale ;
- Les filiales européennes des firmes chinoises semblent avoir conservé ou accru leur autonomie par rapport à la maison mère alors que cela ne semble avoir été le cas pour les firmes indiennes ;
- Poursuite de la diversification des investissements chinois (logiciels, énergies renouvelables, banques et finances), comparativement aux firmes indiennes ;
- Poussée des investissements chinois et indiens dans la filière automobile européenne (assembliers et équipementiers) ;
- Des investissements post-crise qui reflètent les nouvelles capacités des firmes chinoises :
 - stimulées par la « réévaluation » de leur marché intérieur suite au plan de relance lancé par les autorités chinoises pour faire face à la crise,
 - montée en gamme de leurs produits et recherche en Europe de savoir-faire technique et managérial, des marques reconnues et des labels de qualité ;
- L'accès au marché européen est en partie supplanté, depuis la crise, par la volonté des firmes chinoises et indiennes d'affirmer leurs positions sur leur propre territoire afin de prendre l'ascendant sur leurs concurrents domestiques ou de rattraper leur retard sur les filiales étrangères, notamment en Chine ;
- Les firmes chinoises tendent à augmenter leur part d'activité dédiée à la production, comparativement aux investissements indiens, du fait d'acquisitions qui reflètent leur désir de montée en gamme ;

- L'importance des investisseurs chinois à caractère public et/ou directement soutenus par leur état, leurs provinces, leurs municipalités perdure et cela contraste avec la position des investisseurs indiens ;
- Le soutien de l'état chinois à ses entreprises peut même aider, dans certains cas, des firmes européennes à surmonter la crise et à poursuivre leur activité, évitant ainsi de nombreux licenciements ;
- Enfin, il faut rappeler l'importance de relations diplomatiques bilatérales d'un bon niveau pour stimuler les flux d'investissements entrants en Europe, notamment dans le cas de la Chine.

Sommaire

Introduction

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS D'ORIGINE CHINOISE ET INDIENNE DANS LE MONDE POUR LA PÉRIODE 2008-2009

Les effets de la crise sur les économies chinoise et indienne

Les fusions-acquisitions réalisées par les firmes chinoises dans le monde

Les fusions-acquisitions réalisées par les firmes indiennes dans le monde

LES INVESTISSEMENTS DES FIRMES CHINOISES ET INDIENNES EN EUROPE DANS ET A LA SORTIE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Une situation contrastée entre les deux catégories d'investisseurs

Les principales caractéristiques des nouveaux investissements chinois et indiens réalisés pendant la crise en Europe

La crise économique globale comme source d'opportunités pour les investisseurs chinois et indiens

La résilience des investissements chinois et indiens effectués en Europe avant la crise

BILAN